

d'élevage tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des fermes. En outre, on déploie des efforts considérables pour protéger et bonifier les couches de terre arable, qui constituent le fondement même de l'industrie agricole. Dans les années 80, la population devient de plus en plus sensible aux problèmes que posent l'empiètement urbain sur les terres agricoles les plus fertiles du Canada et le besoin impérieux de protéger les ressources en eau et en terre.

Parallèlement aux progrès technologiques, l'urbanisation du Canada et la hausse des revenus de sa population ont suscité d'importantes modifications dans le secteur du conditionnement et de la distribution des denrées alimentaires. Les coûts de transport, de traitement, d'emballage et de vente au détail se sont beaucoup accrus, si bien que le prix des produits agricoles à leur départ de la ferme représente une proportion de plus en plus faible de leur prix à l'étape de la consommation finale. Lorsqu'on ajoute les frais de conditionnement et de distribution aux coûts des facteurs de production d'origine extérieure à la ferme, on constate que sur chaque dollar dépensé par le consommateur en achats d'aliments, la part qui constitue la rémunération de l'investissement foncier, du travail et du capital de l'exploitant agricole ne s'élève qu'à un peu plus de 10 %. Le gros de l'activité économique qu'exige la mise des produits alimentaires à la portée du consommateur s'exerce hors des fermes et fournit ainsi de l'emploi aux travailleurs urbains.

Néanmoins, l'agriculteur continue de jouer un rôle-clé. Dans une industrie dispersée sur des dizaines de millions d'hectares, les défis sont considérables et le succès des efforts mis en œuvre pour relever ces défis dépend en définitive de la compétence, des qualités d'initiative, du processus décisionnel et de la coopération de dizaines de milliers d'exploitants de fermes.

Le Canada exporte une grande partie de sa production agricole. En 1985, le Canada a exporté 51 % de sa production agricole; 70 % des produits agricoles exportés étaient les céréales et les oléagineux. De tous les produits agricoles exportés, c'est le blé qui occupe la première place: il représente environ la moitié des exportations agricoles du Canada.

Vers le milieu des années 80, le prix mondial des céréales a baissé, ce qui a causé de grands soucis financiers aux agriculteurs. Ceux-ci devaient déjà faire face aux taux d'intérêt élevés au cours des années de fortes inflations, c'est-à-dire 1981 et 1982, ainsi qu'à la sécheresse et aux sauterelles qui sévissaient dans les provinces des Prairies.

Le rôle des administrations fédérale, provinciales et municipales s'est révélé décisif pour la

recherche, le travail de vulgarisation, la réglementation du crédit, l'inspection, le développement harmonieux des collectivités rurales et la prestation de multiples services aux exploitants agricoles. Vis-à-vis de l'agriculteur, les pouvoirs publics ont exercé une action persuasive et intime, en raison de la nature extrêmement éparse de cette industrie et de la taille très restreinte de ses premières exploitations individuelles. L'agriculteur était si essentielle à l'essor de la nation qu'on ne pouvait lui laisser prendre de l'expansion au petit bonheur.

Dès le début de la colonisation, les cultivateurs et leurs épouses se sont rendus compte que seule une action concertée pouvait répondre à leurs besoins d'ordre économique, social et professionnel. Ces pionniers de l'industrie agricole n'ont pas hésité, par exemple, à s'unir pour presser le pouvoir public d'adopter des lois et des mesures pertinentes; ils ont également pris l'initiative de se grouper pour former leurs propres coopératives de commercialisation et d'approvisionnement; pour s'entraider à acquérir, en matière d'économie domestique, les connaissances et les aptitudes absolument indispensables à leur survie dans un milieu nouveau et souvent inhabituel; pour prendre action devant les tribunaux lorsque leurs droits étaient menacés; et pour conjuguer leurs efforts en vue d'améliorer les élevages, les méthodes culturales et la production de semences.

Si les cultivateurs ont éprouvé dès le départ le besoin de s'organiser entre eux, c'était non seulement en vue d'apprendre à mieux accomplir chacun leur tâche, mais également pour se protéger contre toute exploitation abusive et toute instabilité préjudiciable de l'économie. En se groupant, ils cherchaient aussi à obtenir la mise en place d'une réglementation judicieuse et de services coordonnés d'inspection pour le classement des produits agricoles, le contrôle de leur qualité et la protection des élevages contre les maladies infectieuses.

Les organisations d'agriculteurs au Canada ont une histoire longue, complexe et souvent dramatique. Même aujourd'hui, certains problèmes et sujets de controverse liés à l'industrie agricole persistent et soulèvent encore beaucoup d'émotion. À cet égard, le débat aussi ardu qu'effervescent qu'a fait naître la décision du gouvernement fédéral de refondre sa politique du transport des céréales de l'Ouest et de réviser les taux statutaires du Pas du Nid-de-Corbeau est tout à fait typique.

À mesure que le nombre et la proportion d'agriculteurs régressaient, la vocation des groupements agricoles a connu de nombreux changements. Lorsque les agriculteurs formaient un pourcentage élevé de la population canadienne et que leurs problèmes d'isolement avaient plus d'acuité, les